

CEN des 14 et 15 mai 2024

Motion générale

Dans un climat belliciste sans précédent, contribuer à la paix, faire cesser les massacres des populations relèvent d'une volonté politique que nous devons promouvoir. Construire des relations internationales sur un modèle autre que celui de l'agression, de la domination et de la prédation libérale reste notre ambition collective.

La rhétorique belliqueuse de nos dirigeants s'accompagne d'une dérive autoritaire : répression du mouvement social, condamnation de syndicalistes, interdiction de rassemblements, de manifestations, atteintes à la liberté d'expression. Ces attaques se banalisent et visent à museler toute contestation d'un pouvoir qui ignore les partenaires sociaux, marginalise le Parlement et criminalise sa jeunesse.

Cette violence institutionnelle s'accompagne d'une violence sociale et environnementale. Les 10, puis 20 et enfin 50 milliards d'économies imposés par le pacte de stabilité se feront au détriment des salarié.es, des retraité.es, des services publics et de la Sécurité sociale. La trajectoire qui reste la même depuis des décennies, financer la rentabilité du capital, entraîne un vote de colère et de désespérance nourries par un sentiment de déclassement et de relégation, au profit de l'extrême droite. La FGR-FP appelle les citoyen.nes à se mobiliser lors du scrutin du 9 juin prochain pour la construction d'une Europe sociale, environnementale et pour l'engagement d'un processus de paix, de justice aux niveaux national et international.

Nous devons organiser les mobilisations les plus larges possibles pour reconstruire l'espoir. Des mobilisations multiformes se dessinent déjà : pour des budgets 2025 de progrès, pour la défense de l'environnement, pour la revalorisation des salaires et des pensions, pour des services publics revivifiés, pour la reconquête de la Sécurité sociale, pour une loi Grand âge à la hauteur des besoins.

FONCTION PUBLIQUE

Le caractère universel des services publics garantit l'égal accès de toutes et tous notamment à l'Éducation, à la Santé, à la Justice, à la Protection sociale et au logement sur tout le territoire. Cela exige un statut général de la Fonction publique (FP) permettant aux 5,67 millions d'agents des trois versants de la FP d'exercer leurs missions à l'abri des pressions de tout ordre et garantissant aux usagers l'égalité de traitement, la neutralité, le respect du cadre légal.

C'est à ce statut que le gouvernement va s'attaquer dans le cadre d'une nouvelle réforme. La casse des catégories A, B et C par la professionnalisation des concours, la généralisation de la rémunération « au mérite », le renforcement de la logique managériale avec le recours au licenciement mettraient fin aux garanties statutaires.

La FGR-FP soutient les revendications des organisations syndicales de la Fonction publique pour la reconnaissance des qualifications des fonctionnaires par le statut et pour une progression de carrière fondée sur le point d'indice.

En instrumentalisant la dette publique, le pouvoir met en œuvre une stratégie d'austérité contre les services publics et la Sécurité sociale renforçant les politiques néolibérales de privatisation.

PROTECTION SOCIALE

Notre système de santé va de plus en plus mal, il est de plus en plus difficile de se soigner (coût financier, accès...).

Tout indique que le prochain PLFSS (Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale) sera à nouveau centré sur la recherche systématique de baisse de la dépense publique. L'ampleur des dégâts provoqués serait terrible sur le système de santé publique et sur l'accès aux soins :

- Augmentation importante des restes à charge avec plus de renoncements voire de refus de soins, y compris pour les ALD ;
- Refus d'investir à hauteur des besoins dans les hôpitaux publics et de revaloriser les personnels de santé ;
- Diminution de 10 Mds € de la dotation des départements impactant notamment les moyens alloués à la prise en charge de la perte d'autonomie.

De plus des menaces pèsent sur l'évolution des montants des retraites déjà sous indexés, sur l'abattement fiscal des 10 %, sur l'avenir des droits familiaux et conjugaux, notamment la pension de réversion.

La mise en place de la PSC au 1er janvier 2026, en organisant la rupture de la solidarité intergénérationnelle, va provoquer un grand bouleversement particulièrement négatif pour les retraités de la Fonction Publique.

Le refus d'une loi de programmation Grand Âge, pourtant indispensable, aura des conséquences catastrophiques. De nombreux établissements et associations des secteurs médico-sociaux craignent pour leur survie ; les personnels, les usagers, les familles se mobilisent. Cette situation ouvre de nouvelles possibilités d'action au sein du HCFEA et des CDCA. Elle appelle aussi à des initiatives nationales ou locales plus larges.

FISCALITE

Adopté par l'emploi systématique du 49-3, le budget 2024 annonçait le cap mis sur l'austérité avec des économies drastiques d'un montant de 16 milliards d'euros touchant essentiellement les particuliers. Le Haut Conseil des Finances Publiques émettait des réserves sur les prévisions optimistes de croissance, d'inflation et de déficit public. La Banque de France relevait un ralentissement de l'activité économique et l'impossibilité du plein emploi promis pour fin 2024.

Devant satisfaire au Pacte de stabilité, «rassurer» les agences de notation et suppléer à un manque important de recettes, le budget 2025 sera bâti sur des critères analogues. L'exécutif annonce une baisse cumulée de plusieurs dizaines de milliards d'euros sans aucun débat parlementaire. Cette austérité renforcée frapperait durement la population et ferait la part belle aux plus riches aux grandes entreprises dont les dividendes explosent.

Alors qu'aucune recette supplémentaire n'est dégagée, la FGR-FP milite pour une véritable justice fiscale de redistribution des richesses. (cf. motion congrès de Dax)

ACTION

La FGR-FP, qui se bat pour la justice sociale indispensable dans notre société inégalitaire et individualiste, appelle à :

- multiplier les actions autour des initiatives pour l'accès à la santé de toutes et tous : pétition contre les restes à charge de la Convergence nationale, campagne du Tour de France de la Santé, actions locales unitaires dans le cadre du G9 en préparation d'une initiative nationale ;
- alerter et mobiliser dans le cadre des CDCA, sur les conséquences immédiates et à venir des restrictions budgétaires, notamment sur les aides à domicile et les structures aidantes ;
- organiser des débats unitaires autour des 10 ans du G9 : comment renforcer la mobilisation des

retraité.es ;

- participer aux initiatives à venir du G9 ;
- porter à la connaissance des retraité.es les conséquences de la PSC en encourageant les rencontres locales avec les mutuelles de la FP ;
- soutenir les luttes pour l'École publique et laïque de la République.

Le 9 juin, dans le cadre des élections européennes, la FGR-FP appelle à voter et à faire voter pour notre conception de la justice et du progrès social, contribuant ainsi à combattre le péril de l'extrême droite.